

Falsifications, instrumentalisations, censures, divulgations Les maltraitances archivistiques

De la Donation de Constantin au scandale d'Enron et aux manipulations en cours d'examen de Clearstream en passant par l'Affaire Dreyfus, les falsifications, les instrumentalisations, les censures, les divulgations, bref les maltraitances archivistiques, interpellent les archivistes au moins autant que les historiens.

1. Alors que Georges Orwell fait de l'adaptation et du retravail des archives aux évolutions politiques la principale fonction de l'archiviste – ce que certains régimes totalitaires confirmeront jusqu'à la caricature – le 1^{er} article du code de Déontologie des Archivistes proclame que « Les archivistes maintiennent l'intégrité des archives et garantissent ainsi qu'elles constituent un témoignage du passé durable et digne de foi ». Les articles ultérieurs insistent sur les responsabilités de l'archiviste en matière de garantie d'authenticité, de communicabilité, d'impartialité, soulignant notamment que « les archivistes servent les intérêts de tous ».

Ces principes sont-ils pertinents ? Sont-ils réalistes réalisables, applicables ? L'objectif n'est donc pas d'établir un catalogue des fraudes et mésusages archivistiques, même si quelques analyses exemplaires de cas ne sont naturellement pas exclues, mais d'identifier les défis, voire les tentations, auxquels sont confrontés les archivistes et les conditions utiles, nécessaires ou indispensables pour qu'ils puissent remplir au mieux leur mission. Il s'agit enfin de dégager de nouvelles pratiques, de nouvelles procédures et de nouveaux outils en phase avec la gestion actuelle de documents.

2. Les analyses et les débats seront répartis en trois catégories de problématisation. La première concerne les données les plus englobantes : les lois nationales et la déontologie, les impératifs de la société de l'information et de la gestion documentaire sous environnement électronique, le sens et la valeur aujourd'hui attachés aux archives et à la conservation.

La deuxième se rapporte à l'impact que les institutions politiques, les systèmes administratifs et l'organisation des établissements ont sur la gestion des archives ; au moment de grands changements mais aussi dans le fonctionnement quotidien.

La troisième se fonde sur des études de cas pour établir une typologie des difficultés et dégager de bonnes pratiques. On y envisagera les archives de l'Eglise, les archives politiques et administratives, les archives financières, les archives judiciaires, à travers l'analyse de situations emblématiques du 20^e siècle et de l'actualité.